



CHAPITRE 60

Loi de l'aide aux invalides

[Sanctionnée le 6 août 1965]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Définitions:

« allocation »;

« bénéficiaire »;

« commission »;

« ministre »;

« autre province »;

« allocation équivalente ».

1. Dans la présente loi, les expressions suivantes signifient:

a) « allocation » : une allocation versée à un invalide en vertu de la présente loi;

b) « bénéficiaire » : un invalide qui reçoit une allocation;

c) « commission » : la Commission des allocations sociales du Québec;

d) « ministre » : le ministre de la famille et du bien-être social;

e) « autre province » : une province ou un territoire du Canada autre que le Québec;

f) « allocation équivalente » : une allocation versée en vertu d'une loi d'une autre province et conforme aux conditions spécifiées dans la Loi sur les invalides et dans les règlements adoptés sous son régime.

Interprétation.

2. Aux fins de la présente loi,

a) une personne est invalide si elle est atteinte d'une invalidité totale et permanente telle que la définissent les règlements;

b) une personne est censée ne pas être mariée si son mariage a été dissous ou si elle vit séparée de son conjoint.

Allocation mensuelle de \$75.

3. Le gouvernement de la province est autorisé à verser à tout invalide réunissant les conditions requises par la

CHAPTER 60

Disabled Persons Assistance Act

[Assented to 6th August 1965]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, the following expressions mean:

(a) "allowance": an allowance paid to a disabled person under this act;

(b) "recipient": a disabled person who receives an allowance;

(c) "Commission": the Quebec Social Allowances Commission;

(d) "Minister": the Minister of Family and Social Welfare;

(e) "other province": any Canadian province or territory other than Quebec;

(f) "similar allowance": an allowance paid under an act of another province and in conformity with the conditions specified in the Disabled Persons Act and the regulations made thereunder.

2. For the purposes of this act,

(a) a person is disabled if he is totally and permanently disabled as prescribed by the regulations;

(b) a person is deemed to be unmarried if his marriage has been dissolved or if he is living apart from his spouse.

3. The government of the Province is authorized to pay to every disabled person fulfilling the conditions prescribed

Monthly allowance of \$75.

présente loi et les règlements une allocation mensuelle de soixante-quinze dollars.

by this act and the regulations a monthly allowance of seventy-five dollars.

Condi-
tions re-
quises.

4. Un invalide ne peut recevoir d'allocation que s'il réunit les conditions suivantes:

a) A la date du premier versement de l'allocation, il doit être âgé d'au moins dix-huit ans, résider dans la province et avoir résidé au Canada durant les dix années précédentes ou durant une période antérieure égale au double de la période d'absence du Canada pendant ces dix années;

b) Il ne doit recevoir ni pension en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, ni allocation aux termes de la Loi des allocations aux aveugles, de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, de la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses ou de la Loi sur les allocations aux anciens combattants;

c) Il ne doit pas se trouver, en tant que malade, dans un sanatorium pour tuberculeux ou un hôpital pour malades mentaux, ni se trouver en tant que malade ou résider, sauf règlement contraire, dans un hôpital, une clinique, un hospice de vieillards, une institution pour le soin des incurables ou une institution de bienfaisance privée ou publique;

d) S'il n'est pas marié, son revenu annuel, allocation comprise, ne doit pas excéder \$1260, et s'il est marié, la somme, allocation comprise, de son revenu annuel et de celui de son conjoint ne doit pas excéder \$2220 ou, si son conjoint est aveugle au sens de la Loi des allocations aux aveugles, \$2580.

Alloca-
tion équi-
valente.

5. Lorsque le bénéficiaire d'une allocation équivalente établit sa résidence dans la province, l'allocation lui est payable s'il réunit les conditions des alinéas *b*, *c* et *d* de l'article 4.

Alloca-
tion ré-
duite.

6. L'allocation est réduite dans les cas et selon les règles qui suivent:

a) Dans le cas d'un bénéficiaire non marié, l'allocation est réduite du montant par lequel son revenu annuel, allocation non comprise, excède \$360;

b) Dans le cas d'un bénéficiaire marié dont le conjoint ne reçoit aucune allo-

4. A disabled person may receive an allowance only if he fulfills the following conditions:

(a) At the date of the first payment of the allowance, he must be at least eighteen years of age, reside in the Province and have resided in Canada during the ten preceding years or during a previous period equal to twice the period of absence from Canada during such ten years;

(b) He must not be in receipt of a pension under the Old Age Security Act or of an allowance within the meaning of the Blind Persons Allowances Act, the Aged Persons Assistance Act, the Needy Mothers Assistance Act or the War Veterans Allowances Act;

(c) He must not be a patient in a tuberculosis sanatorium or mental institution or, except as prescribed in the regulations, be a patient or resident in a hospital, a nursing home, a home for the aged, an institution for the care of incurables or a private or public charitable institution;

(d) If he is unmarried, his income, including allowance, must not exceed \$1260 a year, and if he is married, the total income, including allowance, of the recipient and his spouse must not exceed \$2220 or, if his spouse is blind within the meaning of the Blind Persons Allowances Act, \$2580.

5. When the recipient of a similar allowance establishes his residence in the Province, the allowance shall be payable to him if he fulfills the conditions of paragraphs *b*, *c* and *d* of section 4.

6. The allowance shall be reduced in the following cases and subject to the following rules:

(a) In the case of an unmarried recipient, the allowance shall be reduced by the amount by which his annual income, excluding the allowance, exceeds \$360;

(b) In the case of a married recipient whose spouse is not in receipt of an

cation en vertu de la présente loi, de la Loi des allocations aux aveugles ou de la Loi de l'assistance aux personnes âgées, l'allocation est réduite du montant par lequel la somme de son revenu annuel, allocation non comprise, et de celui de son conjoint excède \$1320 ou, si son conjoint est aveugle au sens de la Loi des allocations aux aveugles, \$1680;

c) Dans le cas d'un bénéficiaire marié dont le conjoint reçoit une allocation mentionnée à l'alinéa précédent, l'allocation est réduite du montant par lequel la demi-somme de son revenu annuel et de celui de son conjoint, allocations non comprises, excède \$420 ou, si l'allocation du conjoint est reçue en vertu de la Loi des allocations aux aveugles, \$780.

Cession pour considération insuffisante.

7. Lorsqu'un invalide, un bénéficiaire ou son conjoint a cédé des biens pour une considération jugée insuffisante par la commission, soit dans le but de qualifier l'invalide ou le bénéficiaire pour une allocation, soit pour empêcher un recouvrement en vertu de l'article 15, les biens cédés sont censés, aux fins de la présente loi, être les biens de l'invalide, du bénéficiaire ou de son conjoint.

Considération suffisante.

Toutefois, aux fins du présent article, une cession faite plus de cinq ans avant la date de la demande d'allocation est censée avoir été faite pour une considération suffisante.

Résidence.

8. L'allocation ne peut être versée au bénéficiaire qui a cessé de résider dans la province à moins qu'il ne réside dans une autre province où aucune allocation équivalente n'est versée.

Demandes.

9. Il appartient à la commission de recevoir et d'entendre toutes les demandes d'allocation et de les décider en dernier ressort. Elle peut en tout temps reviser ses décisions et en rendre d'autres.

Communication des décisions.

Toute décision de la commission sur une demande d'allocation doit être communiquée sans délai au ministre et à la personne qui a fait la demande.

Suspension.

10. La commission peut suspendre le versement de l'allocation à tout bénéficiaire qui, sans raison valable, refuse de se sou-

allowance under this act, the Blind Persons Allowances Act or the Aged Persons Assistance Act, the allowance shall be reduced by the amount by which the total of his annual income, excluding the allowance, and that of his spouse, exceeds \$1320 or, if his spouse is blind within the meaning of the Blind Persons Allowances Act, \$1680;

(c) In the case of a married recipient whose spouse is in receipt of an allowance mentioned in the preceding paragraph, the allowance shall be reduced by the amount by which one-half of the total of his annual income and that of his spouse, excluding allowances, exceeds \$420 or, if the spouse's allowance is received under the Blind Persons Allowances Act, \$780.

7. Where a disabled person, a recipient or his spouse has transferred property for a consideration deemed insufficient by the Commission, either for the purpose of qualifying the disabled person or recipient for an allowance or in order to prevent a recovery under section 15, the property transferred shall, for the purposes of this act, be deemed to belong to the disabled person, recipient or spouse.

Transfer for insufficient consideration.

Nevertheless, for the purposes of this section, a transfer made more than five years before the date of the application for an allowance shall be deemed to have been made for a sufficient consideration.

Sufficient consideration.

8. No allowance shall be paid to a recipient who no longer resides in the Province, unless he resides in another province where no similar allowance is paid.

Non-resident.

9. The Commission shall receive and hear all applications for allowances and shall decide the same without appeal. It may at any time revise its decisions and render others.

Applications.

Every decision of the Commission upon an application for an allowance shall be communicated forthwith to the Minister and to the person who made the application.

Communication of decisions.

10. The Commission may suspend payment of the allowance to any recipient who, without a valid reason, refuses to

Suspension of payment.

mettre aux mesures de formation, de réadaptation ou de traitement mises à sa disposition.

follow any training, rehabilitation or treatment program made available to him.

Inaccessibilité, etc.

11. Les allocations versées en vertu de la présente loi sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

11. Allowances paid under this act shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes. Inalienability, etc.

Droit de vote sauvegardé.

De plus, le fait de recevoir une allocation n'entraîne pas, pour le bénéficiaire, l'incapacité à voter lors d'une élection provinciale, municipale ou scolaire.

Furthermore, the receipt of an allowance shall not disqualify the recipient from voting at any provincial, municipal or school election. Right to vote safeguarded.

Allocation versée à une autre personne.

12. Lorsqu'un bénéficiaire consent à ce que ses allocations soient versées à une personne ou institution qui est tenue à sa subsistance ou s'en charge, la commission peut statuer que ces allocations seront versées, pour le compte de ce bénéficiaire, à cette personne ou institution.

12. When a recipient consents to the payment of his allowances to a person or institution who or which is bound or undertakes to provide for his subsistence, the Commission may order such allowances to be paid, for the recipient's account, to such person or institution. Payment to third party.

Versements.

13. L'allocation est due au début du mois, mais elle est versée au cours du mois.

13. The allowance shall be due at the beginning of the month, but shall be paid during the month. Payments.

Restitution de l'indu.

14. Quiconque a reçu ou obtenu une allocation à laquelle il n'a pas droit, doit immédiatement retourner le chèque ou le montant.

14. Whosoever has received or obtained an allowance to which he is not entitled shall forthwith return the cheque or the amount. Undue payment.

Idem.

Quiconque a reçu une allocation dont le montant excède celui auquel il a droit doit immédiatement retourner le trop-perçu.

Whosoever has received an allowance the amount whereof exceeds that to which he is entitled shall forthwith refund the overpayment. Idem.

Dette due à Sa Majesté.

15. Lorsqu'une personne reçoit une allocation à laquelle elle n'a aucun droit ou dont le montant excède celui auquel elle a droit, le montant de cette allocation ou le trop-perçu peuvent, en tout temps, être recouvrés à titre de dette due à Sa Majesté.

15. When a person receives an allowance to which he is not entitled or the amount whereof exceeds that to which he is entitled, the amount of such allowance or overpayment may be recovered at any time as a debt due to Her Majesty. Debt due to Her Majesty.

Infractions et peines.

16. Est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de vingt-cinq à cent dollars et des frais et, à défaut de paiement de la condamnation, d'un emprisonnement d'au moins un mois et d'au plus trois mois,

16. The following shall be guilty of an offence and liable on summary proceeding to a fine of twenty-five to one hundred dollars and costs and, in default of payment of the condemnation, to imprisonment for at least one month and not more than three months; Offences and penalties.

a) toute personne qui, sachant qu'elle n'y a pas droit, obtient ou reçoit une allocation en vertu de la présente loi;

(a) any person who, knowing that he is not entitled thereto, obtains or receives an allowance under this act;

b) toute personne qui, sachant qu'une autre n'y a pas droit, l'aide à obtenir une telle allocation.

(b) any person who, knowing that another is not entitled thereto, aids him to obtain such allowance.

Rem-
bourse-
ment à
une autre
province.

17. Le gouvernement de la province est autorisé à rembourser à une autre province 50% de l'allocation équivalente versée à une personne qui a séjourné dans la province plus longtemps que dans toute autre durant les 1095 jours qui ont précédé la dernière des dates suivantes: celle de sa demande d'allocation équivalente ou son dix-huitième anniversaire.

Entente
avec le
gouverne-
ment du
Canada.

18. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre peut conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada, une entente pour le paiement à la province par le gouvernement du Canada d'une contribution aux allocations versées en vertu de la présente loi ou pour le remplacement d'une telle contribution par un abattement fiscal avec ou sans rajustement par paiement ou compensation.

Régle-
menta-
tion.

19. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter tout règlement nécessaire pour déterminer les modalités d'application de la présente loi et en assurer le bon fonctionnement.

Idem.

Il peut, en particulier, adopter des règlements sur:

(a) la définition de l'invalidité totale et permanente;

(b) l'époque de la présentation d'une demande, la manière de la présenter et la forme qu'elle doit revêtir; les renseignements et la preuve à soumettre en l'espèce; la procédure que la commission doit suivre dans l'étude des demandes;

(c) l'enquête sur les demandes et sur l'admissibilité des bénéficiaires, les relevés à communiquer et les renseignements qui doivent être fournis par les bénéficiaires ou à leur égard;

(d) la définition de la résidence dans la province;

(e) la définition de la résidence au Canada pour les objets de la présente loi, et les intervalles d'absence du Canada qui sont censés ne pas en avoir interrompu la continuité;

(f) la définition du revenu;

(g) la détermination du montant qui est censé constituer le revenu provenant de biens mobiliers ou immobiliers;

17. The government of the Province is authorized to refund to any other province 50% of the similar allowance paid to a person who has lived in the Province longer than in any other during the 1095 days preceding the latter of the following dates: that of his application for a similar allowance or his eighteenth birthday.

Refund
to another
province.

18. The Minister, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, may, on behalf of the government of the Province, make an agreement with the Government of Canada for the payment to the Province by the Government of Canada of a contribution to the allowances paid under this act or for the replacement of such a contribution by a tax abatement, with or without readjustment by payment or set-off.

Agree-
ment with
Govern-
ment of
Canada.

19. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation necessary to determine the terms of application of this act and to ensure its proper functioning.

Regula-
tions.

He may, in particular, make regulations providing for:

Idem.

(a) the definition of total and permanent disability;

(b) the time, manner and form of making an application, the information and evidence to be submitted in connection therewith, and the procedure to be followed by the Commission in the consideration of applications;

(c) the investigation into applications and into the eligibility of recipients, the reports to be made and the information to be supplied by or in respect of recipients;

(d) the definition of residence in the Province;

(e) the definition of residence in Canada for the purposes of this act, and the intervals of absence from Canada that shall be deemed not to have interrupted the continuity thereof;

(f) the definition of income;

(g) determining the amount that shall be deemed income from moveable or immoveable property;

h) l'époque où le versement d'allocation doit commencer, après la demande qui en est faite;

i) le versement d'allocations aux personnes qui se trouvent en tant que malades ou résident dans un hôpital, une clinique ou une institution de bienfaisance privée ou publique;

j) le versement d'allocations à une personne en qualité de fiduciaire pour l'avantage du bénéficiaire;

k) les circonstances justifiant ou exigeant la suspension du versement d'allocation et la reprise du paiement; et

l) le recouvrement des versements d'allocation auxquels une personne n'avait pas droit selon la présente loi ou les règlements.

(h) the time at which, after application therefor, the payment of the allowance shall commence;

(i) payment of allowances to persons who are patients or who reside in hospitals, nursing homes or private or public charitable institutions;

(j) payment of allowances to a person as trustee for the benefit of the recipient;

(k) the circumstances justifying or requiring the suspension of payment of any allowances and the resumption of payment; and

(l) the recovery of allowance payments to which a person was not entitled under this act or the regulations.

Exécution.

20. L'exécution de la présente loi est confiée au ministre de la famille et du bien-être social.

20. The Minister of Family and Social Welfare shall have the carrying out of this act. Carrying out of act.

S. R., c. 225, ab.

21. Le chapitre 225 des Statuts réfondu, 1964, est abrogé.

21. Chapter 225 of the Revised Statutes, 1964, is repealed. R. S., c. 225, repealed.

Entrée en vigueur.

22. La présente loi entre en vigueur le jour fixé par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

22. This act shall come into force on a day to be fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council. Coming into force.